DÉCLARATION COMMUNE – POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Budget 2026 : le rôle essentiel des organismes nationaux de défense des droits des femmes est reconnu, mais un soutien récurrent à leur fonctionnement doit suivre

Dix organismes nationaux de défense des droits des femmes demandent au gouvernement de s'engager à leur accorder un financement à la mission pluriannuel dans la Mise à jour économique du printemps.

OTTAWA, le 6 novembre 2026 – Dix organismes nationaux de défense des droits des femmes au Canada sont profondément déçus que le budget 2026 ne prévoie aucun financement au fonctionnement pluriannuel pour les principaux organismes qui défendent et font progresser les droits des femmes au pays. Le Comité permanent des finances de la Chambre des communes avait pourtant recommandé ce financement dans son rapport prébudgétaire. Faute d'un tel soutien, ces organismes devront continuer de compter sur un financement par projet limité, qui restreint leur champ d'action et leur capacité à favoriser les changements systémiques nécessaires pour que les filles, les femmes et les personnes de diverses identités de genre puissent jouir d'une égalité réelle au Canada.

Pour apporter des changements systémiques, il faut s'attaquer aux causes profondes des inégalités. Cela implique notamment de contrer l'influence grandissante des mouvements réactionnaires qui attisent l'hostilité envers les femmes et véhiculent des stéréotypes de genre préjudiciables.

« C'est une profonde déception pour nos organismes et pour les femmes que nous accompagnons, a déclaré Aline Nizigama, directrice générale de YWCA Canada. On nous a dit que bâtir le Canada, c'était aussi inclure les femmes. Ce budget offrait l'occasion de joindre le geste à la parole en réalisant un investissement essentiel, mais le gouvernement ne l'a pas saisie. »

Ces organismes demandaient un investissement de 10 millions de dollars par année pendant cinq ans, à compter de 2027-2028. Il s'agit d'un investissement raisonnable, d'autant plus que le gouvernement a déjà reconnu la nécessité d'accorder un financement au fonctionnement stable aux organismes nationaux de sport. Les organismes qui défendent les droits des femmes et des personnes de diverses identités de genre et protègent leur vie méritent la même stabilité.

Le financement par projet à court terme complique le maintien en poste du personnel qualifié et la préservation de l'expertise de ces organismes, tout en limitant leurs activités au cadre restreint de chaque projet. Il les empêche notamment de mettre leur expertise au service du gouvernement fédéral afin d'éclairer l'élaboration des lois, des politiques publiques et des programmes.

Il est encourageant de constater que le budget 2026 reconnaît le rôle important des organismes nationaux de défense des droits des femmes, souligne « la valeur de cette capacité nationale » et témoigne de l'engagement du gouvernement fédéral à la renforcer.

Les organismes nationaux de défense des droits des femmes fournissent une grande partie de l'expertise juridique et des connaissances en recherche et en politiques publiques sur les droits des femmes et des personnes de diverses identités de genre au Canada, qu'il s'agisse de lutter contre la violence fondée sur le genre ou d'éliminer les obstacles à la participation économique des femmes. Ils soutiennent également des centaines d'organismes locaux et communautaires de proximité partout au pays. Le gouvernement a promis que les droits des femmes au Canada « ne seront jamais compromis ». À l'heure où ces droits sont de plus en plus menacés, tant au Canada qu'ailleurs dans le monde, il est plus important que jamais d'assurer un financement stable aux organismes qui les défendent.

Une solution est à portée de main. Le financement proposé par les organismes signataires ne débuterait qu'en 2027-2028. Il est donc encore temps de mettre fin à la précarité du financement des organismes nationaux de défense des droits des femmes. Ceux-ci exhortent le premier ministre Carney, le ministre des Finances Champagne et la ministre Valdez à s'engager à accorder un financement au fonctionnement pluriannuel dans la Mise à jour économique du printemps, voire avant. Ils appellent également les députées et députés de tous les partis à appuyer cette demande.

« Nous restons disposées à collaborer avec le gouvernement pour trouver une solution adéquate, a déclaré Candice Shaw, directrice générale de l'Association canadienne contre la violence sexuelle. Investir dans les droits et la sécurité des femmes et des personnes de diverses identités de genre, c'est investir dans une économie forte, et il n'est pas trop tard pour faire cet investissement. »

Les organismes nationaux de défense des droits des femmes signataires de ce communiqué :

YWCA Canada
Conseil canadien des femmes musulmanes
Institut canadien de recherches sur les femmes (ICREF)
Association canadienne des Sociétés Elizabeth Fry (ACSEF)
Réseau d'action des femmes handicapées du Canada (DAWN Canada)
Association canadienne contre la violence sexuelle (ESVA Canada)
Association nationale Femmes et Droit (ANFD)
Coalition canadienne des femmes en sciences, en ingénierie, en métiers et en technologie (CCFSIMT)
Fonds d'action et d'éducation juridiques pour les femmes (FAEJ)
Hébergement femmes Canada

Relations avec les médias :

Relationniste de presse de YWCA Canada
Dana Dignard, directrice nationale des communications
ddignard@ywcacanada.ca
437-997-0992

Relationniste de presse d'Hébergement femmes Canada
Anuradha Dugal, directrice générale
adugal@endvaw.ca
514-994-6804